



PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

21 JAN. 2011

91
FK: ncp
mar 9.

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA
PROTECTION DES POPULATIONS**

Bureau de la protection de l'environnement industriel
et animal

Réf. PEIA/LB

Annecy, le 21 janvier 2011

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

ARRETE N°2011021-0005

Installations classées pour la protection de l'environnement, Ancien site de la société GAZECHIM
situé sur la commune de Seynod.

VU le code de l'environnement et notamment le titre I^{er} du livre V, relatif aux installations classées
pour la protection de l'environnement et son article L 514-1,

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et
à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43,

VU le décret du 11 novembre 2010 portant nomination de M. Philippe DERUMIGNY, Préfet, en
qualité de Préfet de la Haute-Savoie,

VU le décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010 portant application de l'article L514-6 du code de
l'environnement et relatif aux délais de recours en matière d'installations classées et d'installations,
ouvrages, travaux et activités visées à l'article L.214-1 du code de l'environnement;

VU le rapport intitulé « Rapport d'étape final – EDR Diagnostic approfondi » référencé
04.036.A.R.02.4, daté du 9 janvier 2008 (document 1),

VU le rapport intitulé « Mise à jour du rapport d'étape final – EDR Etude environnementale, choix des
scénarii » référencé 04.036.A.R.03.3 daté du 18 janvier 2008 (document 2),

VU le rapport intitulé « Rapport final – EDR Evaluation détaillée des risques pour la santé, mise à jour
avec les données de 2005 à 2007 » référencée 04.036.A.R.04.3 daté du 25 janvier 2008 (document 3),

VU la lettre de la société GAZECHIM du 25 mars 2008 transmettant à Monsieur le Préfet les
documents 1, 2 et 3 précités et sollicitant l'arrêt du suivi des eaux souterraines et le classement
définitif du dossier,

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-2248 du 12 août 2009 prescrivant à la société GAZECHIM de
compléter, sous un délai de 6 mois, l'étude de sol transmise par courrier du 25 mars 2008, relative à
son ancien établissement situé 1, allée des Chevreuils sur la commune de Seynod, ainsi que la
poursuite de la surveillance des eaux souterraines sur ce même site et dans son environnement,

VU le document intitulé « La réalisation d'investigations complémentaires » version 3, référencé
04.036.A.D.07.3, établi par la société AMDE et transmis par courrier du 15 février 2010,

VU le courrier de l'inspection des installations classées daté du 1^{er} mars 2010 formulant des demandes complémentaires relatives au document précité transmis par courrier du 15 février 2010,

VU le document intitulé « diagnostic environnemental complémentaire », daté du 17 juin 2010, référencé 04.036.A.R.19.1, établi par la société AMDE et transmis par courrier du 12 juillet 2010,

VU le rapport de suivi trimestriel des eaux souterraines intitulé « Rapport de suivi n°17 - Novembre 2010 - Surveillance des eaux souterraines », daté du 3 décembre 2010, référencé 04.036.A.R.21.1 et transmis par courrier du 21 décembre 2010,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 5 janvier 2011,

CONSIDERANT que certains éléments complémentaires à l'étude de sol dont la transmission était prescrite sous un délai de 6 mois par l'arrêté du 12 août 2009 précité n'ont toujours pas été communiqués,

CONSIDERANT que le délai imparti pour la transmission des éléments précités est échu,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1 :

La société GAZECHIM Rhône-Alpes, ci-après dénommée « l'exploitant », est mise en demeure de transmettre, avant le 30 avril 2011, les éléments complémentaires à l'étude jointe au courrier du 25 mars 2008, prescrits par l'article 1^{er} de l'arrêté du 12 août 2009 précité, à l'exception de la détermination de l'emprise des sources de pollution et de la zone impactée qui a fait l'objet des éléments transmis le 12 juillet 2010.

Ces compléments d'étude devront en particulier inclure :

- la détermination de concentrations maximales admissibles dans les milieux affectés ou potentiellement affectés, et notamment les eaux souterraines, pour les différents scénarios envisagés,
- la définition des actions de dépollution complémentaires et de restriction d'usage des milieux et des occupations du sol sur le site et dans son environnement, garantissant la compatibilité entre, d'une part, l'état des différents milieux et, d'autre part, les usages dont ils font l'objet et les occupations du sol,
- la proposition de dispositions de surveillance des milieux impactés afin de vérifier le respect des concentrations maximales admissibles.

Dans ce cadre, il convient que l'exploitant effectue une transmission de l'ensemble des informations demandées constituant une étude cohérente.

Article 2:

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble :

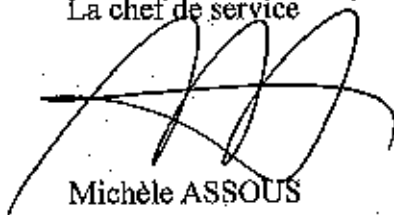
- par le demandeur ou exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 3:

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Madame la Directrice départementale de la Protection des Populations et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

POUR AMPLIATION

La chef de service


Michèle ASSOUS



Pour le Préfet,
Le Secrétaire général

signé

Jean-François RAFFY

